

# **Sami Souihli (Tunisie) : La nécessité d'une mobilisation citoyenne face à l'offensive du capital financier**

vendredi 2 février 2018, par [BARON Alain](#), [SOUIHLI Sami](#) (Date de rédaction antérieure : 8 décembre 2015).

**Propos recueillis entre octobre et décembre 2015 par Alain Baron**

Sommaire

- [Le diktat du capital financier](#)
- [Les menaces contenues dans \(...\)](#)
- [Une volonté affichée de \(...\)](#)
- [L'exemple du système de santé](#)
- [Créer des comités citoyens](#)

## **Le diktat du capital financier**

Tout ce qui se passe dans notre région dépend étroitement des choix du capital financier et de sa volonté d'y imposer sa domination. C'est vrai en Tunisie, mais également en Libye, en Syrie, au Yemen, etc. Il ne s'agit pas de grandes idées abstraites, comme tout le monde le sait.

Les guerres actuelles sont également liées aux besoins du capital financier qui n'arrive pas à faire suffisamment de bénéfices par les voies classiques. Vendre des armes reste la seule alternative générant de gros profit : il a investi dans ce secteur et il veut récupérer le maximum d'argent. Les Russes s'y mettent maintenant et essaient de prouver que leurs avions sont meilleurs que ceux des Américains. Ils veulent leur part du marché.

La Tunisie dépend donc beaucoup de ce qui se passe dans le reste du monde, elle n'est qu'un des éléments de la chaîne. Le capital financier n'est en effet pas tunisien, mais international. Et celui-ci ne va pas attendre que la bourgeoisie vassale, locale, qui est en train d'accumuler de l'argent, ait la capacité de peser. Celle-ci est vouée à fonctionner dans le cadre du projet du capital financier international. Celui-ci fait aujourd'hui plus de profit dans les activités financières que dans la production, et il accumule des fortunes.

Actuellement, la Tunisie, est sous le diktat du FMI (Fonds monétaire internationale) et de la Banque mondiale (BM) : le pouvoir ne veut pas utiliser l'argent qu'il détient pour développer l'action publique.

L'Etat ne manque d'argent que parce qu'il l'a décidé ainsi. Il pourrait en effet disposer de davantage de ressources : l'UGTT (Union générale tunisienne du travail) avait en effet présenté un projet concernant la fiscalité, ainsi qu'une liste de contribuables sur lesquels, selon l'ancienne loi, l'Etat aurait dû prélever des milliards. Mais le pouvoir ne l'a pas fait. Il s'agit là d'un choix. Simultanément, l'Etat s'endette pour appliquer la restructuration voulue par le capital financier, et

30 % de cet argent va aller au développement de l'économie numérique.

## **Les menaces contenues dans le plan quinquennal**

Le plan quinquennal expose clairement ce que prévoient de faire les personnes actuellement au pouvoir en Tunisie. Malheureusement beaucoup de militant·e·s ne connaissent pas ce plan, y compris au sein de l'UGTT.

Il ne s'agit pas de la répétition des Programmes d'ajustement structurel (PAS) lancés à partir de la fin des années 1980.

Aujourd'hui, le capital financier se trouve dans une phase de restructuration globale de l'économie mondiale. Celle-ci vise à remplacer au maximum la main-d'œuvre stable par des salarié·e·s précaires ne disposant donc pas de la même sécurité qu'auparavant. En termes français remplacer des CDI (Contrat à durée indéterminée) par des CDD (Contrat à durée déterminée).

En ce domaine, la situation de la Tunisie n'est pas différente de celle des autres pays, même si elle est pire en termes de chômage et d'appauvrissement.

Cette politique passe dans l'industrie par la digitalisation, la robotisation et la mécanisation. Mais cela concerne également les services. Et comme on le sait, les services se sont beaucoup développés depuis un certain temps en Tunisie.

Dans ce cadre, 30 % des investissements en Tunisie vont se faire dans les activités numériques, et c'est principalement à cela que va servir l'argent des prêts accordés par le capital financier international, en plus de rembourser la dette [1].

## **Une volonté affichée de libéralisation et de privatisation**

L'autre caractéristique essentielle de la situation actuelle est la libéralisation et la privatisation de tous les secteurs d'activité : Santé, Enseignement, Transports, Culture, tout doit être marchandisé, tout doit permettre aux financiers de pouvoir mettre la main sur ces activités. Le scénario utilisé est tellement évident, que nous le voyons, tous, très clairement.

Le secteur privé représente aujourd'hui 66% de l'économie tunisienne. Ses dirigeants disposent de beaucoup d'argent, ils construisent des immeubles, achètent des maisons et des voitures, etc. L'Etat, par contre, n'a pas de ressources : il ne peut pas faire de routes, il ne peut pas investir.

En 2013, le déficit du budget de l'Etat avait atteint 6,5% du PIB, et depuis, il ne cesse d'augmenter.

Mais on a l'impression que le pouvoir ne se soucie pas trop de cela. Il laisse prospérer l'économie informelle, et une nouvelle mafia financière se développe aujourd'hui. Elle gagne en puissance et est en train de coordonner ses efforts et ses projets non seulement avec le FMI, mais également avec les mafias financières occidentales qui veulent rapidement mettre la main sur l'essentiel de l'économie tunisienne, ou au moins disposer d'enclaves lui permettant d'accéder à des marchés beaucoup plus importants.

Dans ce cadre, le pouvoir prévoit de légiférer pour faciliter l'accès des multinationales aux multiples domaines de l'économie digitale, de les favoriser comme c'était déjà le cas lors du tournant vers la libéralisation à la fin des années soixante-dix.

L'accord de libre-échange complet et approfondi entre l'UE et la Tunisie) prévoit de permettre au capital international d'investir également dans l'agriculture.

Afin d'accroître leurs profits, les multinationales de l'agro-industrie voudraient développer des

monocultures répondant aux besoins du marché mondial. La Tunisie se spécialiserait alors dans un nombre limité de cultures agricoles, sans aucune maîtrise du choix de celles-ci. Elle n'aurait plus un minimum d'autonomie sur le plan agricole, ce qui serait une atteinte à sa souveraineté.

Mais la Tunisie a besoin de continuer à avoir une production diversifiée fournissant à la fois du blé, des légumes, de la viande, etc. L'ALECA menace cette diversité nécessaire à la satisfaction des besoins de la population à des prix correspondant, un tant soit peu, au pouvoir d'achat des citoyens. Et récemment, le FMI a bien fait comprendre au gouvernement tunisien que s'il voulait avoir une aide financière, il lui faudrait arrêter de fournir aux paysans l'assistance technique gratuite leur permettant de rester compétitifs.

Déjà, les petits paysans sont en train de s'appauvrir, et si l'ALECA est mise en œuvre ils vont devoir vendre leurs terres.

Le plan quinquennal explique l'absence de croissance économique par l'existence de multiples entraves au développement du secteur privé. Il énumère des problèmes fonciers, administratifs, bureaucratiques, ainsi que des privilèges dont bénéficieraient des individus liés à des personnes ayant des positions de pouvoir.

Pour faciliter l'essor du secteur privé, l'Etat devrait notamment :

- se limiter à percevoir des impôts dans le cadre de la loi de finances ;
- maintenir une fiscalité favorable aux plus fortunés car sinon ils n'investiront pas, et que s'ils n'investissent pas, le pays ne pourrait pas se développer ;
- alléger la réglementation concernant le foncier.

Dans le plan quinquennal, un point est particulièrement mis en avant : il faudrait que la Tunisie rembourse sa dette alors que son taux d'endettement est passé de 6,8% à 50% du PIB.

Il est expliqué que ce qui fait la valeur de la Tunisie est qu'elle avait toujours remboursé sa dette, et que c'était la raison pour laquelle elle a pu emprunter sur les marchés internationaux. Il est ajouté que la Tunisie était le premier pays africain à avoir fait cela.

Dans la Santé, l'Enseignement, l'Agriculture ou l'Industrie, les détenteurs de capitaux et leurs porte-parole expliquent que le secteur public est incapable de se développer et d'améliorer la qualité des biens et services fournis. Pour eux, la solution serait le Partenariat Public-Privé (PPP).

Le PPP, c'est évidemment un processus de privatisation. Dans tous les pays du monde où le PPP a été mis en place, le public s'est mis dans les pas du privé. Il est entré dans la vision du privé c'est-à-dire la rentabilisation.

Pour moi, et dans l'intérêt de la majorité de la population démunie, la Santé ou l'Enseignement ne doivent absolument pas être soumis à ce genre de raisonnement.

Au contraire, on doit améliorer le secteur public, et les sources de financement existent.

## **L'exemple du système de santé**

Dans le secteur de la Santé, il y a eu ces dernières années une progression vers la privatisation et la marchandisation des prestations. Le secteur public n'a pas été vendu, mais il dispose de moins en moins de moyens. Le secteur privé, par contre, est en pleine expansion.

La Santé publique repose sur la première ligne de soin constituée par les dispensaires. Plus de 70 à 80 % d'entre eux permettent d'assurer des soins de proximité : les gens ne vont pas faire 20 à 30 kilomètres pour être soignés ! Mais au lieu de développer les dispensaires, les pouvoirs publics les ont laissés tomber.

La raison en est que les « décideurs » pensent possible de les remplacer, au moins en partie, par des cabinets privés dans la mesure où tout le monde va maintenant être couvert par la Caisse nationale

d'assurance-maladie.

Et comme cela va coûter plus cher aux patients, les assurances complémentaires sont en train de se préparer, comme cela se passe en France. Un processus de privatisation est donc en marche.

Personne n'est content d'aller dans les hôpitaux publics. Bien sûr, le personnel en place est qualifié, mais il manque des médecins, des infirmiers, du matériel, les locaux sont vétustes et en mauvais état, etc. Les hôpitaux locaux et régionaux sont délaissés au profit d'une troisième ligne de soin composée de quelques CHU (Centres hospitaliers universitaires).

Des gens sont contents parce qu'il est annoncé la création de nouvelles facultés de médecine et de nouvelles universités, etc. Mais en fait, cela va dégarnir complètement tout ce qui est soin de proximité, tout ce qui est prévention et prise en charge des maladies. Et cela va permettre au privé de prendre la place.

Pour une même prestation, le coût de revient dans le privé est supérieur de 60 % à celui du secteur public. De leur côté, les promoteurs de la privatisation mettent en avant la qualité de l'hôtellerie et de l'accueil.

Très peu de jeunes aujourd'hui veulent être médecin généraliste, ils veulent tous être spécialistes. De leur côté, les décideurs ont fait du populisme en suivant les usagers qui disent « je veux un spécialiste ».

Résultat, il y a 65% de médecins spécialistes en Tunisie et seulement 35 % de généralistes, alors que cela devrait être l'inverse.

De plus, parmi les spécialistes du secteur public, 70 % sont des médecins universitaires. Dans le grand Tunis qui compte 3,1 millions d'habitants, il y a plus de médecins-universitaires qu'en Ile-de-France qui compte 12 millions d'habitants. Il s'agit là d'un choix en faveur de ce qui est appelé « la médecine hospitalière ».

Et maintenant, les autorités sont en train de dire qu'il faut créer des facultés partout. Cela pourrait être bien, mais en fait c'est pour jeter de la poudre aux yeux, parce que les facultés s'occupent de formation et pas de procurer des soins. De plus, les facultés forment des médecins qui travaillent ensuite dans le privé.

Pour accomplir le même acte, les médecins de la Santé publique gagnent entre 20 et 50 fois moins que s'ils travaillaient dans le privé. Ceux qui restent dans le secteur public sont considérés comme des fous car il s'agit de deux statuts sociaux complètement différents.

Pour combler un peu la différence de rémunération des spécialistes, le pouvoir a commencé par mettre en place l'APC (Activité privée complémentaire au niveau des CHU) ou l'APR (Activité privée au niveau des régions). En fait, c'était une première forme de Partenariat Public-Privé. Ce système est très mauvais pour la Santé publique et facilite le passage de médecins au secteur privé. Il occasionne un surcoût des soins pour les malades et la Santé publique.

Le résultat de cette politique a été que le poids du secteur privé a été multiplié par 20, puis par 30 en une dizaine d'années. Et la part de l'Etat dans le total des dépenses de santé est passée de plus de 50% à environ 14% actuellement.

Tout cela n'a pas lieu par hasard, c'est une vision, c'est une politique, c'est des choix. Et le résultat, c'est l'état dans lequel se trouve le secteur de la Santé actuellement.

## **Créer des comités citoyens**

Comme je l'ai dit précédemment, nous sommes actuellement face à une restructuration globale de

l'économie, il ne s'agit pas d'une simple continuation de ce que faisait Ben Ali.

Ben Ali, c'était la fin des Plans d'ajustement structurel (PAS). Là, c'est autre chose, c'est une restructuration globale. Le capital financier est en train de changer complètement l'économie mondiale. Il veut précariser massivement le prolétariat par l'intermédiaire de l'informatisation de l'industrie et des services. Il est donc urgent de résister tout de suite.

Je suis pour que l'UGTT demande des comptes au gouvernement au sujet plan quinquennal et l'ouverture d'une discussion sur ce plan.

Mais le problème est que ce plan devra ensuite faire l'objet d'un vote au Parlement. Et celui-ci est très majoritairement partisan de l'orientation néolibérale. C'est donc très compliqué.

Ceux qui siègent au Parlement expliquent que ce sont les citoyens et les citoyennes qui les ont élus. Et le système politique fait que lorsqu'on élit quelqu'un, il faut ensuite attendre cinq ans pour lui demander des comptes lors des élections suivantes et citoyens avec les citoyens ! Résultat, les élus peuvent faire n'importe quoi pendant ce temps-là.

Le second problème est que les partis politiques en Tunisie n'ont pas de projet politique clair et structuré.

Il faut donc trouver le moyen de développer une mobilisation citoyenne pour s'opposer à la politique mise en œuvre. C'est la proposition que j'ai faite au sein de l'UGTT.

L'UGTT a bien entendu pour tâche première de défendre les revendications immédiates des salariés, mais elle ne peut pas ne se limiter à cela.

Appartenant à la société civile, l'UGTT a la possibilité de se coordonner avec les autres composantes de celle-ci. Elle peut simultanément s'adresser à des citoyens "epsilon" qui voient leur situation se détériorer, et les faire participer à des mobilisations.

J'ai donc personnellement proposé au sein de la Commission administrative de l'UGTT de créer des structures qui dépassent l'UGTT.

L'UGTT, bien sûr, est la plus grande organisation de Tunisie. Elle a de grandes traditions. Elle joue un rôle central dans le pays également parce c'est une organisation de masse ayant environ 900'000 membres.

L'UGTT a des structures permettant de coordonner des mobilisations. Mais elle n'a pas la capacité, à elle seule, de mener des actions permettant d'empêcher la privatisation du système de Santé. Et c'est la raison pour laquelle je suis pour créer des comités citoyens de défense de telle ou telle structure de soin, de tel ou tel hôpital, ainsi que du système de Santé publique en tant que tel. Et c'est pareil pour l'enseignement (secteur de l'éducation dans ces diverses dimensions) et les autres secteurs.

Ces comités seraient composés de syndicalistes, de membres d'associations et de partis politiques, ainsi que de simples citoyens voulant se battre sur un sujet donné.

Dans ce type de cadre, ce n'est pas la seule UGTT qui va décider de faire ceci ou cela. Elle doit, à mon sens, aider à constituer ces structures citoyennes visant à défendre les acquis ainsi qu'à demander des comptes aux décideurs.

Chaque organisation ou individu fera ce qu'il voudra, et décidera d'appartenir ou pas à ces structures.

Je suis persuadé que les partis politiques y participeront, mais cela doit être au même titre que les autres composantes. Il n'est pas question qu'ils cherchent à imposer leur point de vue particulier. A mon avis, il ne faut pas attendre que tout le monde soit d'accord pour commencer ce genre d'action, parce que cela va très vite.

L'idée est d'agir au quotidien avec les citoyennes et citoyens qui veulent se battre. Partout, on trouve des gens qui veulent lutter. Des formes de regroupements de ce type existent déjà partout, même si ils ne sont pas formalisés en comités comme, par exemple, à Sidi Bouzid, Gafsa, Kasserine, etc. Mon but n'est pas d'appuyer sur un bouton et faire bouger les gens : il s'agit de participer à un mouvement social réel qui existe déjà de façon permanente, et contribuer à le développer.

Les comités de citoyens que je propose n'ont bien sûr rien à voir avec les Comités de défense de la révolution ayant vu le jour en 2011, et qui ont été par la suite manipulés par Ennahdha afin de faire du grabuge pour parvenir au pouvoir.

Les comités que je propose sont en effet tournés contre la politique du capital financier. Ennahdha et d'autres partis de droite se situent dans le cadre de celle-ci, et n'ont donc aucun intérêt à en faire partie. La sélection des participants à ces comités se fera d'elle-même, du fait du type d'objectif poursuivi.

Cette démarche est handicapée par l'absence de vision claire, intelligible et compréhensible par les gens qui ont réellement intérêt au changement.

Mais on ne va pas attendre pour agir d'avoir discuté pendant des heures ou des années dans l'espoir de disposer ensuite d'un éventuel projet très savant, très intelligent et très révolutionnaire, mais sans impact sur le réel. Tout cela ne m'intéresse pas. Je veux simplement que l'on puisse expliquer ce à quoi nous devons faire face, et définir collectivement comment nous pouvons agir.

Les gens en ont marre des discours savants, des discours politiques n'ayant pas le moindre impact.

Il faut certes leur parler de l'impérialisme, du capital financier, du FMI et de la Banque mondiale, etc. Mais il est encore plus nécessaire de leur proposer de s'organiser avec eux pour améliorer l'état de l'hôpital de tel ou tel endroit, pour empêcher la vente de biens appartenant au peuple tunisien. Pour cela, face au développement du privé, il faut commencer par dire que la Santé publique coûte moins cher, et qu'elle permet d'avoir des soins de proximité.

Et c'est la même chose dans l'Enseignement avec le développement des cours particuliers qui poussent les élèves vers le privé. Des parents se disent en effet : « je vais mettre de l'argent une bonne fois pour toutes dans le privé pour que mon enfant s'en sorte ». Et pendant ce temps là, on est en train de brader tout le secteur public.

Il faut résister tout de suite. Certes, en ce qui me concerne, j'ai besoin de rêver, mais j'ai aussi besoin d'un impact sur le réel. En fait, j'ai besoin des deux.

Il y a quelque chose qui manque pour le moment. Et ce n'est pas un hasard si les gens qui tiennent un discours comme le nôtre ne sont pas les plus proches des populations les plus pauvres. Des conservateurs faisant de la charité sont beaucoup plus présents que nous dans les quartiers populaires et les milieux ouvriers, et ils sont en train de s'y développer. Il serait donc temps de bouger autrement et de développer un projet beaucoup plus clair.

Ce dont les gens ont besoin, c'est de l'action, d'être présents sur le terrain et de prendre leur destinée en mains.

---

Sami Souihli est médecin-urgentiste à l'hôpital de Menzel Bourguiba (gouvernorat de Bizerte) depuis 1992 (après l'avoir été à Nabeul entre 1989 et 1991). Il est secrétaire général du syndicat UGTT des

médecins, pharmaciens et dentistes de la Santé publique. Il est membre à ce titre de la Commission administrative de l'UGTT, l'instance nationale où sont prises les principales décisions entre deux congrès. Avec son syndicat, Sami a pris une part active aux débats sur la Santé organisés lors des Forum sociaux mondiaux de Tunis en 2013 et 2015, aux côtés de plusieurs associations et syndicats dont Sud Santé-Sociaux.

---

### **Note additionnelle d'A L'encontre :**

[1] Dès 2012, le thème de l'économie numérique a fait la une de la presse. Le ministre des Technologies de l'information et de la communication résumait ainsi le projet le 14 mai 2012 : « Rappelons tout d'abord et très brièvement quels seront les enjeux de l'économie numérique pour la Tunisie ?

L'économie numérique représente une grande chance pour la Tunisie pour trois raisons. La première est qu'elle est considérée comme la plus grande ambition pour les quinze prochaines années et le gouvernement semble en être conscient.

La seconde raison est que le pays a besoin de changer et restructurer ses administrations mais aussi repenser et transformer au plus vite les relations des secteurs public/privé. L'économie numérique en est un des vecteurs de ce changement.

La troisième raison consiste à permettre aux compétences tunisiennes de se développer afin qu'elles servent notamment à l'export, autrement dit chercher à vendre le savoir-faire tunisien en matière des technologies de l'information et de la communication à l'étranger par la levée de toutes sortes d'obstacles pour aller dénicher des projets non seulement au Maghreb mais aussi en Afrique subsaharienne. » (Maher Gordah in L'actualité autrement, Kapitalis). On ne peut que douter des effets l'économie numérique pour « le développement » du pays et de l'emploi, en Tunisie et de l'Afrique subsaharienne. Surtout lorsque certaines études la présentent comme un « substitut du développement de l'agriculture et de l'industrie comme moteur du développement ».

Patrick Artus, économiste de Natixis, écrivait à propos de l'économie numérique, le 22 janvier « Il existe une fascination chez les hommes politiques et dans les opinions publiques au sujet de la capacité de ramener au plein emploi les pays grâce au développement des auto-entrepreneurs, des indépendants (« l'Ubérisation » de la société), du secteur des Nouvelles Technologies, du numérique. On s'interroge donc sur les réformes (du marché du travail, de la protection sociale...) capables de stimuler le nombre d'auto-entrepreneurs, d'indépendants, de développer le secteur du numérique. Mais en réalité, les auto-entrepreneurs, les indépendants et les Nouvelles Technologies ne peuvent pas ramener au plein emploi, le nombre de créations d'emplois de ce type étant beaucoup trop faible. Le retour au plein emploi dépend en réalité de la capacité à créer des emplois salariés pour les chômeurs peu qualifiés dans les services peu sophistiqués (distribution, services à la personne, restaurants-loisirs...).